Financer l'eau de demain

L'Agence de l'eau Loire-Bretagne a organisÃ© un dÃ©cryptage presse sur le thÃ¨me "Financer l'eau de demain. Pollutions, sÃ©cheresses, rÃ©seaux : comment financer durablement les services d'eau ?". Bref compte rendu donnant la mesure des efforts Ã consentir. H2o novembre 2026.Â

FINANCER L'EAU DE DEMAIN

Le 5 novembre l'Agence de l'eau Loire-Bretagne organisait un dÃ©cryptage presse sur le thÃ¨me "Financer l'eau de demain. Pollutions, sÃ©cheresses, rÃ©seaux : comment financer durablement les services d'eau ?". Trois intervenants animaient la confÃ©rence : LoÃ¯c Obled, directeur gÃ©nÃ©ral de l'agence de l'eau, CÃ©line Demesy, directrice des redevances et Maria Salvetti, Ã©conomiste et analyste des politiques publiques de l'eau. Nous vous prÃ©sentons ici un bref compte-rendu - bref, mais qui n'en demeure pas moins un utile rappel.

la rÃ©daction

H2o - novembre 2026

Â

53 % ou la part du petit cycle dans la politique de l'eau

La politique de l'eau en France s'Ã©tablit sur un budget annuel de 23,4 milliards d'euros, financÃ© Ã hauteur de 53 % par les mÃ©nages, 23 % l'industrie, 9 % l'agriculture, 9 % les APAD (activitÃ©s de production assimilÃ©es domestiques, en clair les PME, artisans, commerces, bureaux plus les services publics dont les rejets d'eau usÃ©e sont assimilables Ã ceux des mÃ©nages) et 6 % le budget de l'Ã‰tatÂ (comprendre "le contribuable").Â

Et que financent ces 23,4 milliards d'euros ? En premier lieu, la rÃ©duction des pollutions de toutes origines Ã hauteur de 53 %, devant la production d'eau potable (39 %), et qui ensemble reprÃ©sentent le "petit cycle" de l'eau. Suivent ensuite, loin derriÃ¨re : la restauration des milieux aquatiques et humides (3 %), la connaissance de planification, de gouvernance et de fonctionnement (2 %), la prÃ©vention et la gestion du risque inondation (2 %), enfin la prÃ©servation de la ressource (1 %), ce qui totalise 8 % du budget total pour le "grand cycle" de l'eau.Â

Le schÃ©ma qui suit (passablement "barbare" selon le mot de son autrice, Maria Salvetti, mais Ã©minemment parlant) revient sur les dÃ©penses globales opÃ©rÃ©es par les diffÃ©rents financeurs de l'eau en moyenne annualisÃ©e sur la pÃ©riod 2013-2022. Il illustre la contribution des diffÃ©rents financeurs Ã la politique de l'eau.Â Â

Â

Sur les 23,4 milliards d'euros, 12,9 milliards (partie beige) sont payÃ©s trÃ¨s logiquement par les services publics d'eau et d'assainissement. Viennent ensuite 6,7 milliards d'euros au titre de "dÃ©penses en comptes propres" : c'est la partie grise, souvent invisibilisÃ©e, qui correspond aux dÃ©penses "privÃ©es" rÃ©alisÃ©es par des industriels non raccordÃ©s au rÃ©seau public, ou par des agriculteurs disposant de leur propre production au sein de leurs exploitations. Le troisiÃ¨me acteur est constituÃ© par les agences de l'eau qui financent 2,1 milliards d'euros.Â

Plus loin, en zoomant sur cette part constituÃ©e par le petit cycle de l'eau, vous apprendrez que les 12,9 milliards d'euros de recettes se rÃ©partissent entre 6,5 milliards au titre des recettes des services d'eau et 6,4 milliards au titre des recettes des services d'assainissement. Plus dans le dÃ©tail, s'agissant des services d'eau potable : les dÃ©penses d'exploitation reprÃ©sentent 4,5 milliards d'eurosÂ contre 2,6 milliards pour les dÃ©penses d'investissement. Une rÃ©partition qui se diffÃ©rencie un peu s'agissant des services d'assainissement avec 4,3 milliards d'euros pour les dÃ©penses d'exploitation et 3,6 milliards pour les dÃ©penses d'investissement (chiffres d'une Ã©tude de rÃ©cupÃ©ration des coÃ»ts de 2019). La diffÃ©rence (un "dÃ©ficit" diront les comptables) avec les totaux des recettes est comblÃ©e par les subventions des agences et l'emprunt.

Le "restant" Ã financer

Mais il reste encore une question : celle de savoir quels sont les coÃ»ts non couverts, restants Ã financer par les services ? Cela inclut : le renouvellement des infrastructures sur le patrimoine existant (estimÃ© Ã 3,2 milliards d'euros) ; la mise en conformitÃ© des installations pour le traitement des micropolluants (1 milliard d'euros annuel selon une estimation qui reste Ã consolider), mais Ã©galement l'amÃ©lioration des traitements pour l'eau potable (PFAS, pesticides, nitrates) et celle des traitements des eaux usÃ©es (en rapport avec lea DERU-2). S'y ajoutent encore les investissements Ã opÃ©rer, d'une part, dans le cadre de l'adaptation au changement climatique (sÃ©curisation des approvisionnements, interconnexions, gestion des eaux pluviales) et, d'autre part, pour prÃ©server notre "capital naturel" avec ici notamment la protection des captages (mesures agro-environnementales et climatiques, solutions fondÃ©es sur la nature, etc.).

Pour conclure, deux estimations donnent la mesure : il s'agit des coÃ»ts globaux (curatifs + pollution historique + prÃ©ventif) des traitements contre les polluants aujourd'hui non traitÃ©s (pesticides, nitrates, PFAS) qui ont Ã©tÃ© estimÃ©s, tous secteurs confondus, Ã prÃ¨s de 2 milliards d'euros par l'IGF et Ã 3,1 milliards dans un rapport conjoint IGAS/IGEDD/CGAAER... s'agissant encore bien sÃ»r de montants annuels. â–„

Â

ResSourcesLe REPLAY du dÃ©cryptage [lien Ã venir ASAP]

Le financement de la dÃ©pollution des eaux destinÃ©es Ã la consommation humaine (PFAS, pesticides, nitrates), Inspection gÃ©nÃ©rale des finances - IGF

DÃ©pollution de l'eau potable : stratÃ©gies, et pistes de financement, rapport conjoint de l'Inspection gÃ©nÃ©rale des affaires sociales (IGAS), de l'Inspection gÃ©nÃ©rale de l'environnement et du dÃ©veloppement durable (IGEDD) et du Conseil gÃ©nÃ©ral de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), mai 2026 - rapport